

AKTUELL



Sans les intermittents, les scènes resteraient vides.

INTERMITTENTS

Enfin en règle

Luc Caregari

Alors qu'il fait régulièrement la une en France, le secteur de l'intermittence est souvent passé sous silence au Luxembourg. Un projet de loi et une condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vont peut-être changer la donne.

Surtout pendant l'été, ce sont de vrais travailleurs de l'ombre. Les intermittents du spectacle, on les croise à toutes les manifestations culturelles. Ce sont les techniciens derrière leurs consoles aux concerts et dans les théâtres, ce sont les gens qui montent (et démontent) les scènes en plein air et, souvent, ce sont aussi les acteurs - même si tous ne fonctionnent pas sous ce régime. Bref, ce sont tous des gens dévoués à leur métier et à leur passion. Des gens qui ne travaillent pas plus pour gagner plus, mais qui souvent travaillent trop pour uniquement survivre. Mais qui ne se plaignent pas - sauf si l'État veut encore plus les précariser, comme on l'a vu cette saison en France, où les socialistes ont tenté de rendre les conditions de vie des intermittents encore plus difficiles, sans grand succès d'ailleurs.

Même pas de définition

Vous l'aurez compris, les intermittents, ce sont des travailleurs qui vont par la force des choses d'un contrat à durée déterminée (CDD) à l'autre. Et si les intermittents luxembourgeois sont plus silencieux que leurs acolytes de l'Hexagone, ce n'est pas parce qu'ils sont mieux traités, mais juste parce que - comme toujours dans le secteur culturel - ils ne sont pas organisés. Ce qui arrangeait un peu tout le monde.

Jusqu'au 26 février 2015 : ce jour-là, la CJUE rend un jugement (C-238/14) à l'encontre du grand-duché de Luxembourg, lui enjoignant d'amé-

liorer sa législation. Notamment en ce qui concerne « l'utilisation abusive de contrats ou de relations de travail à durée déterminée successifs ». En effet, le Code du travail ne prévoyait jusqu'ici aucune mesure concernant le renouvellement abusif des CDD pour les intermittents du spectacle.

De plus, la loi luxembourgeoise ne contenait même pas de définition exacte du travail de l'intermittent du spectacle. Ce que la nouvelle loi va pallier, en introduisant la définition suivante : « L'artiste ou le technicien qui exerce ses activités principalement de manière temporaire dans le cadre de projets individuels et limités dans la durée, de sorte qu'il alterne des périodes d'activité et d'inactivité. » Il est aussi ajouté que l'intermittent du spectacle a le droit d'exercer une « activité professionnelle non artistique », mais à condition que cette activité prenne moins de temps que l'intermittence sur l'année. Ce qui est une bonne chose, car souvent les intermittents risquent la précarité entre deux CDD, et c'est un moyen de leur donner un peu d'air avant de prendre en compte les aides étatiques auxquels ils ont droit de par leur statut.

De plus, il est précisé par un changement du Code du travail que les chercheurs de l'université du Luxembourg ne sont pas des intermittents, et que leurs CDD ne peuvent donc pas être renouvelés plus de deux fois. Alors que dorénavant, pour les intermittents, si les CDD sont renouvelables à volonté, ils ne peuvent l'être avec le même employeur pendant plus de 24 mois.

Et la bonne nouvelle pour la fin : la fiche financière certifie que ce projet de loi « n'a pas d'impact sur le budget de l'État » ! Drôle de conclusion, car une meilleure rémunération des intermittents conduira nécessairement à des changements, voire à des augmentations budgétaires à l'avenir.

SHORT NEWS

Pays en crise : stabilité ou développement ?

(lm) - L'aide au développement sera-t-elle « utilisée comme prétexte pour financer des programmes de soutien militaire et de sécurité des frontières » ? C'est ce qu'a voulu savoir, entre autres, le député LSAP Marc Angel de son camarade ministre Romain Schneider. La question parlementaire se réfère à l'adaptation de l'« Instrument contribuant à la stabilité et à la paix » (IcSP), un instrument financier de l'UE destiné à prévenir ou à réagir à des situations de crise extérieures. Un groupe de pays, parmi lesquels le Luxembourg, avait proposé d'étendre le champ d'application de l'IcSP, notamment d'autoriser les aides aux forces militaires (woxx 1380). Dans sa réponse, le ministre souligne que cette adaptation n'est qu'une solution intermédiaire, en attendant de créer un instrument spécifique. Il confirme que l'extension de l'IcSP pourrait se faire aux dépens de l'aide publique au développement (APD), mais seulement dans la mesure où l'usage de ces fonds respecterait les critères pour l'APD. Aux yeux du ministère, ces politiques sont dans l'esprit des nouveaux objectifs de développement durable et d'une « approche globale » en matière de politique étrangère. La réponse évoque notamment les situations où « les militaires sont un facteur clé pour contribuer à la stabilité et donc au développement ». Cela laisse perplexe - au Mali et au Niger, cités en exemples, les facteurs clés ne seraient-ils pas plutôt respectivement le processus de paix et le développement humain ?

Neue LehrerInnen braucht das Land

(da) - Bestenfalls 22 Lehrbeauftragte („chargés de cours“) aus dem Grundschulbereich können über eine von der Universität Luxemburg organisierte Weiterbildung als LehrerInnen eingestellt werden. Das geht aus der Antwort von Claude Meisch auf eine parlamentarische Anfrage der CSV-Abgeordneten Martine Hansen hervor. Das Projekt „Track 2“ der Uni erlaubt es Lehrbeauftragten, aber auch ReligionslehrerInnen, unter bestimmten Bedingungen auf dem zweiten Bildungsweg eine Nominierung als LehrerIn zu erreichen. 73 Bewerbungen für die Teilnahme an „Track 2“ waren eingereicht worden - 18 davon von ReligionslehrerInnen. Insgesamt 45 Dossiers wurden zurückbehalten, 42 KandidatInnen haben sich schließlich dem Aufnahmeexamen gestellt, 21 haben im ersten Anlauf bestanden. Davon sind zwei ReligionslehrerInnen, weitere drei ihrer KollegInnen müssen ein Nachexamen im Französischen bestehen, werden aber bis auf Weiteres die Weiterbildung absolvieren können. Ein Tropfen auf den heißen Stein: Aus der Antwort auf eine andere parlamentarische Anfrage, diesmal von David Wagner (Déi Lénk), geht hervor, dass im „fondamental“ auf 4.087 reguläre Lehrkräfte 795 „chargés“ und insgesamt 1.009 „remplaçants“ kommen.

Fabriques d'église : la tension monte d'un cran

(lc) - C'est le feuilleton de l'été 2016 au Luxembourg : la bagarre médiatique à laquelle se livrent les fabriques d'église, le ministre de l'Intérieur et l'archevêché autour de ce que la coalition appelle la séparation de l'Église et de l'État. Vendredi dernier, le Syfel, le syndicat des fabriques d'église, a augmenté la tension en publiant un communiqué de presse incendiaire. Dans ce dernier, il estime que la circulaire envoyée le 16 août par le ministre de l'Intérieur Dan Kersch, qui demande aux communes et aux fabriques d'église de se mettre d'accord pour savoir à qui appartiennent leurs églises pour le 1er octobre, serait une incitation à commettre des actes illégaux. En conséquence, ils pensent que les fabriques d'église devraient boycotter les pourparlers communaux. Comme par hasard, le Syvicol, le syndicat des communes, que Kersch a présidé avant de devenir ministre, s'est plaint qu'il n'aurait pas été consulté dans cette réforme. Kersch s'est défendu dans les médias en précisant que tout le monde avait été écouté et en s'étonnant qu'on parle tellement d'argent dans ces milieux qui se revendiquent spirituels. De plus, la date du 1er octobre ne s'appliquerait qu'aux dossiers déjà clôturés.